

## UNIVERSITÉ

# Conférence à l'OFP sur l'avenir de l'administration publique dans un État en crise

L'Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance (OFP) de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (USJ), en collaboration avec l'Institut financier et économique Basel Fleihan, a organisé une conférence intitulée « L'État en crise : quel avenir pour l'administration et les services publics », au campus des sciences sociales de l'université, avec la participation de la députée Ghada Ayoub et des anciens ministres Ziyad Baroud et Ibrahim Chamseddine. Le séminaire a été animé par le professeur à l'USJ Dr Charbel Maroun.

Le directeur de l'Observatoire, le professeur Pascal Monin, a estimé dans un discours d'ouverture qu'« il n'y a pas d'État sans secteur public. Si le secteur est perturbé, paralysé ou menacé de mort, comme c'est le cas aujourd'hui, la survie du pays lui-même est en jeu ». « Avec la crise économique, poursuit M. Monin, ce secteur fait face à de grands défis, en raison de la baisse du taux de change de la livre libanaise et de la migration des compétences administratives qui a vidé de nombreux départements et institutions. Croyant au rôle de ce secteur dans l'avancement du Liban, nous ouvrons un dialogue sur l'avenir du secteur public face aux défis, sur la base d'une étude développée par l'Institut. »

La vice-présidente du Comité d'experts sur l'administration publique aux Nations unies, Lamia Bsateh Moubayed, a de son côté tenu un discours. « L'expérience mondiale a prouvé que lorsque les institutions gouvernementales sont absentes, le développement n'existe pas. Dans le dernier rapport sur le développement humain durable, il apparaît que le Liban était au-dessus du niveau mondial en termes d'indicateurs de cette évolution, alors qu'il est aujourd'hui sous la ligne rouge internationale ; et la question la plus importante demeure : comment arrêter cette détérioration ? » a-t-elle déclaré. « La responsabilité est d'abord nationale, martèle Mme Moubayed. Il est in-



Photo DR

compréhensible que les institutions internationales soient les premières à abandonner les institutions nationales et à déclarer qu'elles ne travaillent qu'avec des ONG (...) La gouvernance repose sur la coopération entre les institutions, la société civile et le secteur privé. »

Sabine Hatem, directrice de la coopération et des partenariats, a par la suite présenté une étude visant à évaluer rapidement les répercussions des crises économique, financière et sanitaire sur la capacité des administrations et des institutions publiques à poursuivre leur mission et à assurer la continuité de leur travail à court et moyen terme, et à identifier des mesures qui peuvent être mises en œuvre dans l'immédiat et à court terme sur la base de données scientifiques qui aideraient les institutions à fournir des services de base aux citoyens et à mettre en évidence et informer les décideurs politiques, les médias et les donateurs sur les risques associés à l'effondrement institutionnel.

L'ancien ministre Ziyad Baroud a

estimé de son côté qu'avec « la crise, des opportunités et des solutions se présentent, mais cela dépend de l'identité de ceux qui vont s'en occuper. Il y a pas mal de gens prêts à se sacrifier, mais on ne peut pas parier longtemps là-dessus, alors les solutions doivent être rapides et non superficielles ». Il a estimé que le problème réside dans le système qui ne respecte pas le principe de récompense et de punition et n'encourage pas les évaluations du travail, mais adopte plutôt le principe de promotion automatique.

L'ancien ministre Ibrahim Chamseddine a, lui, parlé des problèmes et des obstacles qui entravent le travail des ministres en raison des quotas politiques et sectaires. Il a souligné l'importance de l'idée d'État même lorsqu'elle est absente, rappelant que feu l'imam Mohammad Mahdi Chamseddine, même lorsqu'il a déclaré une résistance civile globale contre l'occupation israélienne, a mis l'accent sur le respect de l'État et de ses institutions.